

# **Chronique des falsifications**

## Le Monde tel qu'en lui-même

**E**N mai et juin 2010, *Le Monde* a publié quelques suppléments sous le titre “Réviser son bac avec *Le Monde*”. L’un de ses suppléments était consacré à l’Union européenne. Ce supplément contient une chronologie intitulée “Dates-clés”. On y trouve dix-sept dates, depuis le traité de Rome en 1957 jusqu’au traité de Lisbonne en 2007. Mais entre 2004 et 2007, il n’y a rien. Le candidat ne saura pas — et ne doit pas savoir — qu’en 2005, le peuple français a (comme le peuple hollandais) rejeté à une énorme majorité (55 % de non contre 45 % de oui) la Constitution européenne, dont le traité de Lisbonne n’est qu’une reprise.

Ce blanc remarquable se double d’une propagande éhontée. Ainsi, dans un schéma de sujet sur “*La diversité des systèmes de protection sociale en Europe*”, on trouve l’affirmation suivante : “*Partout, aujourd’hui, le vieillissement démographique fragilise les bases financières de la protection sociale. Cette situation est aggravée par la crise économique et le ralentissement de la croissance.*” En un mot, c’est parce que les gens vivent trop longtemps que la protection sociale (Sécurité sociale et santé) est menacée ! Pas un mot sur la politique visant à transférer les sommes représentant un salaire différé vers le secteur financier et spéculatif. Pas un mot sur les exonérations massives de cotisations sociales accordées au patronat, pas un mot sur les avantages fiscaux de toutes sortes accordés aux grandes fortunes. Non, il y a décidément trop de personnes âgées pour que la Sécurité sociale puisse survivre.

### La guerre froide au bac vue par *Le Monde*

Toujours pour le bac, *Le Monde* a préparé un supplément (12 mai 2110) sur “*La guerre froide*”. Un bijou. La révolution chinoise est réglée et défigurée en une ligne : “*En Asie, les communistes de Mao s’emparent de la Chine*” (en général, on s’empare de ce qui ne vous appartient pas, un territoire étranger, par exemple, ou les biens d’un autre : donc, il n’y a pas eu de révolution en Chine !). On apprend un peu plus loin : “*Lors de la crise de Suez, les deux Grands interviennent sans se concerter pour mettre fin au problème.*” Quel problème ? La nationalisation du canal de Suez et l’agression israélo-franco-britannique contre l’Égypte ne sont pas signalées, alors que la chronologie parle — ce qui est pour le moins insuffisant — de “*l’insurrection de Budapest*” et pas de “*révolution hongroise*” (décidément, les révolutions gênent les auteurs de ce supplément...).

Faut-il, pour d’autres questions, parler de falsification ou d’ignorance ? Ainsi, la création en 1947 du Kominform, organe de liaison rassemblant neuf partis communistes d’Europe, à l’exclusion en particulier du PC grec alors engagé dans une insurrection, est évoquée deux fois de façon erronée. On apprend d’abord que les partis réunis ont eu pour but de “reconstituer le Komintern” : ce qui est absurde, puisque le Komintern, ou Internationale communiste, rassemblait les

partis communistes du monde entier. On apprend plus loin que le Kominform “*assure la liaison entre les différents partis communistes*”, alors qu’il ne concerne que neuf d’entre eux et vise surtout à exclure prochainement l’un des neuf : le PC yougoslave ! Une fois ce dernier exclu et dif-famé, le Kominform ne connaîtra plus qu’une existence végétative jusqu’à sa dissolution par Khrouchtchev en 1956.

On apprend ensuite que “*la construction européenne, l’Ostpolitik et les ac-*

*cords d’Helsinki témoignent de la volonté de l’Europe de s’affirmer et d’organiser le continent de façon autonome par rapport aux deux grandes puissances*”.

Or la “construction européenne” est impulsée par les Etats-Unis dès le début. Ces derniers sont d’ailleurs signataires des accords d’Helsinki... qui ne concernent pourtant que l’Europe. On ne saurait mieux dire que les Etats-Unis en sont la puissance tutélaire.

## “**En bonne relation avec les autorités allemandes...**”

**I**L y a quelques années, la mairie socialiste de Lorient a élevé une statue à un certain Polig Montjarret, membre de l’organisation autonomiste bretonne Strolladou Stroum (dont les initiales sont par hasard... SS), qui, sous l’Occupation, collabora avec les nazis. Le Strolladou Stroum se distingua dans la chasse aux résistants, aux communistes et aux juifs (ces derniers étant, heureusement pour eux, assez rares en Bretagne !), la chasse se terminant en général par le massacre.

Comment comprendre qu’une mairie socialiste ait pu élever une statue à un diffuseur de l’*Heure bretonne*, journal qui, en juin 1942, proclamait : “*A la porte les juifs et les enjuivés*” ? On trouve en partie la réponse en page 53 du récent livre de Françoise Morvan, *Miliciens contre maquisards* (1), dont nous recommandons vivement la lecture à qui veut connaître le vrai visage (anticommuniste, antisémite et pro-nazi) des autonomistes bretons sous l’Occupation (visage évidemment camouflé après, sauf chez ceux qui trouvèrent un accueil très chaleureux dans la très catholique Irlande). Ainsi, au moment où les troupes anglo-américaines s’approchaient dangereusement du lieu de leur activité, Polig Montjarret et deux de ses acolytes, Dorig Le Voyer et Paul Perrin, furent embarqués le 12 juillet 1944 par la Gestapo au lendemain de

leur mariage avec trois sœurs, et emmenés en Allemagne, où leurs épouses purent les rejoindre sans difficulté. Françoise Morvan cite une note d’un inspecteur des Renseignements généraux sur ce prudent transfert : “*Dans les milieux autonomistes, on estime que l’arrestation de Montjarret et de Le Voyer n’est qu’une mise en scène destinée à camoufler leur fuite. Ces deux individus étaient en bonne relation avec les autorités allemandes*” (Françoise Morvan, *op. cit.*, p. 53). En bonne relation, c’est le moins que l’on puisse dire. Montjarret a ensuite lui-même qualifié ce transfert loin des troupes anglo-américaines de “déportation”. Et voilà comment on peut se retrouver statufié dans la bonne ville de Lorient.

Les autonomistes bretons et ceux qui fraient avec eux tentent en effet de dégager certaines figures du Bezen Perrot et du Parti national breton de fréquentations pour le moins douteuses. Mais Françoise Morvan donne les numéros d’agents de la Gestapo de plusieurs membres de ces mouvements (*op. cit.*, p. 120). Elle cite enfin un témoignage d’un membre du Bezen Perrot. Ce dernier, évoquant un rassemblement de 30 à 40 membres de cette organisation auto-

(1) Françoise Morvan, *Miliciens contre maquisards*, Editions Ouest-France.

nomiste bretonne en décembre 1943, précise : “*Nous avons tous signé un engagement à la Gestapo*” (op. cit., p 121).

Un membre du Bezen Perrot, évoquant la création en 1932 du Service spécial de cette organisation, précise : “*Son intention ouverte a toujours été la*

*destruction en Bretagne de tout ce qui était français*” (op. cit., p. 122).

Il est sûr que les nazis étaient indispensables à la réalisation d’une tâche aussi noble, les autonomistes bretons étant un peu légers pour l’accomplir par leurs seules forces.

## Un étrange procès...

**D**ANS *Télé-Obs* (25 septembre-1<sup>er</sup> octobre 2010), l’auteur d’un article consacré à Simone Signoret, Catherine David, rappelle que Simone Signoret et Yves Montand ont protesté contre le procès de Julius et Ethel Rosenberg, accusés aux Etats-Unis d’espionnage atomique en faveur de l’Union soviétique et condamnés à mort. Puis, elle ajoute : “*Ils ne s’inquiètent guère en 1953 d’un autre procès inique, celui qui est fait aux médecins en blouse blanche, qui sont presque tous juifs*” (p. 6). Certes, les deux ac-

teurs furent alors des compagnons de route complaisants du Parti communiste français... mais le “procès des blouses blanches” annoncé par un communiqué de presse hystérique de la *Pravda* (13 janvier 1953) n’eut jamais lieu. Staline mourut avant qu’il ne soit — éventuellement, vu les difficultés de la campagne ! — organisé et les médecins arrêtés furent relâchés et réhabilités après sa mort. Difficile, donc, de reprocher aux deux acteurs de n’avoir rien fait contre un procès qui ne se tint jamais...

## Pourquoi Olympe de Gouges a-t-elle donc été guillotinée ?

**D**ANS *Le Nouvel Observateur* (7 au 13 octobre 2010), le journaliste François Reynaert publie une sorte de résumé de son livre *Nos ancêtres les Gaulois et autres fadaïses*, publié chez Fayard. Il y évoque Olympe de Gouges et écrit : “*Olympe de Gouges, grande figure de la Révolution (française) qui chercha à obtenir l’égalité pour tous, hommes et femmes, et mourut guillotinée*” (p. 22).

Tout lecteur comprendra qu’Olympe de Gouges a été guillotinée parce qu’elle a cherché à obtenir l’égalité entre les hommes et les femmes... et donc que la Révolution française envoyait à la mort celles qui militaient pour elle. Or c’est parfaitement faux ! Que l’exécution

d’Olympe de Gouges fasse partie des tragédies de la Révolution, ce n’est pas douteux, mais elle a été guillotinée non pas à cause de son combat pour l’égalité hommes-femmes, mais pour avoir protesté contre l’exécution du roi et écrit de violents pamphlets contre Robespierre et Marat.

Pour emplir la coupe, le même Reynaert, sous le titre “*Robespierre n’est pas Staline*” (ce qui est incontestable !), conclut son développement par les lignes : “*Les révolutions russe ou chinoise sont passées par une longue horreur, elles n’ont apporté au monde que du malheur.*” C’est du pur Stéphane Courtois.

# Massacre à la tronçonneuse... ou les merveilles de la multiplication des morts

**L**AROUSSE a publié en 2009 un livre dont on a peu parlé : *L'Exécution des Ceausescu*, de Radu Portocala. Ce livre comporte des aspects discutables dans l'analyse des conditions de la chute de Ceausescu, mais il présente un vif intérêt dans la description des événements de Timisoara de la mi-décembre 1989.

Ces événements, on s'en souvient, ont marqué le début de la tempête qui a emporté Ceausescu et son régime. Or leur présentation dans les médias a représenté un exemple particulièrement grandiose de manipulation et de falsification. Certes, on savait depuis longtemps qu'il n'y avait qu'un rapport assez lointain entre ce qui s'était alors passé et ce qui en avait été dit ou montré. On avait ainsi attiré l'attention sur le fait que nombre de cadavres des victimes de la répression de la Securitate venaient en réalité en droite ligne de la morgue, où ils avaient été autopsiés avant les manifestations de Timisoara.

Mais Radu Portocala donne un panorama accablant des faits.

Il attire d'abord l'attention sur le rôle particulièrement trouble du pasteur protestant Tökes, à l'initiative des premières protestations. Radu Portocala rappelle que le 10 décembre, pendant l'office, "Tökes annonce à ses fidèles que la Securitate va l'arrêter le 15". Il commente : "La chose, en soi, est absurde, car nul n'a jamais su, en Roumanie, qu'il allait être arrêté. Ces désastres-là, on les apprenait seulement lorsqu'ils se produisaient" (p. 49).

Commence alors une vague de protestations qui débouchent sur une manifestation. Le 16, puis les 17, 18 et 19 décembre. La répression brutale de la manifestation fait 73 morts, ce qui est considérable. Rappelons qu'en URSS, sous Khrouchtchev, la répression de la manifestation de Novotcherkassk contre la hausse

sévère du prix des produits de première nécessité avait fait 21 morts (plus la condamnation à mort de 7 "meneurs"). Mais le chiffre de 73 ne satisfait pas les médias occidentaux, et même quelques médias orientaux... Radio Budapest annonce alors de 300 à 400 morts et évoque des "exécutions sommaires", affirmant que la Securitate poursuit les gens dans les rues, dans les maisons et même dans les hôpitaux pour les tuer.

Le 20 décembre, l'agence de presse ADN estime le nombre de morts à Timisoara de 300 à 400, avant de préciser une première fois 4 630 victimes, puis de monter à 6 400 morts, avant de finir, en fin de journée, à "environ 12 000 victimes". Radu Portocala commente : "Le passage de la précision à l'approximation est subtil : il doit suggérer que, désormais, l'étendue du massacre est telle qu'il n'est plus possible d'avoir un bilan exact" (p. 71).

Le 21 décembre, la presse est-allemande et hongroise annonce la découverte de fosses communes. Le 22 décembre, l'agence ADN fait état de chiffres prétendument transmis par une note secrète de la Securitate à Elena Ceausescu faisant état d'un bilan accablant des émeutes de Timisoara : 4 632 morts, 1 282 blessés, 13 214 arrestations et 7 613 condamnations à mort. Le même jour, les médias du monde entier annoncent la découverte d'un charnier à Timisoara et l'agence yougoslave Tanyoung annonce : 12 000 victimes, dont 800 enfants de moins de 14 ans ; pis encore, 45 de ces enfants auraient été abattus pendant qu'ils regardaient un spectacle de marionnettes... Ce jour-là, Ceausescu est renversé.

Certes, nul ne versera une larme sur ce dictateur brutal et borné. Mais remarquons qu'avant d'être renversé, il avait remboursé jusqu'au dernier dollar la dette de

la Roumanie envers le FMI et avait pour y parvenir pressuré, voire affamé, le peuple roumain... C'était l'époque où la presse roumaine recommandait aux Roumains de manger de la soupe d'orties peu coûteuse et, paraît-il, calorique. Mais les techniques de la désinformation utilisées à l'occasion de sa chute laissent rêveur sur l'ampleur

des falsifications organisées par les grands de ce monde et les médias à leur service en cas de nécessité. Il est donc recommandé vis-à-vis de toute information tapageuse d'exercer le doute systématique recommandé par Descartes.

**Jean-Jacques Marie**

